

sichtsbehörde diese Gegenstände als unpfändbar, weil Zimmermann den Beruf eines Fuhrmanns betreibe und hiezu Pferd und Wagen benötige. Dagegen hielt die kantonale Aufsichtsbehörde, an die die Gläubiger rekurrirten, die Pfändung aufrecht, davon ausgehend, daß Zimmermann die Fuhrhalterei nicht als eigentlichen Beruf betreibe, auf den er hinsichtlich seiner Befähigung und Kenntnisse, sowie zur Gewinnung seines Lebensunterhaltes ausschließlich angewiesen wäre; abgesehen davon, daß er wohl ohne allzu große Schwierigkeiten zu seinem früher angelernten Beruf als Sticker zurückkehren könnte, sei er weder im Stande noch willens, mit Fuhrwerken sein ausreichendes Einkommen zu erwerben; er ziehe einen Teil des Jahres Akford- und Lohnarbeiten vor und vermiete sein Pferd für Wochen an Drittpersonen. Gegen diesen Entscheid hat Franz Zimmermann den Rekurs an das Bundesgericht ergriffen; er führt aus: Er betreibe den Beruf eines Fuhrmanns schon seit 7 Jahren und habe keine andere dauernde Beschäftigung. Wohl habe er sein Pferd etwa ausgiehen, aber stets nur zu vorübergehendem Gebrauche. Unrichtig sei, was in einer Bescheinigung des Gemeinderates Wilters angeführt worden war, daß er dasselbe in den Truppenzusammenzug gegeben habe. Auch zu Akfordarbeiten sei er nur 5 Wochen abwesend gewesen, und während seiner Abwesenheit besorge jeweils seine Frau die Fuhrwerkerei. So seien ihm denn auch schon im Jahre 1893 einmal Pferd und Wagen als Kompetenzstücke belassen worden.

Die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer zieht in Erwägung:

Das Bundesgericht hat im Falle Frank (Archiv V, Nr. 71) erklärt, daß das Pferd eines Fuhrhalters nicht unter den Begriff der zur Berufsausübung notwendigen Werkzeuge und Gerätschaften im Sinne des Art. 92 Ziff. 3 des Betreibungsgesetzes falle. Hinsichtlich des Pferdes muß es deshalb unter allen Umständen bei dem Vorentscheide verbleiben. Es könnte sich nun fragen, ob nicht der Wagen einfach das Schicksal des Pferdes teile und schon aus dem Grunde jedenfalls als pfändbar erklärt werden müsse, weil er ja ohne das Pferd eine zweckmäßige, nutzbare Verwendung nicht mehr finden kann. Allein abgesehen hie-

von, muß der Entscheid der Vorinstanz auch bezüglich des Wagens deshalb bestätigt werden, weil nach deren Feststellungen angenommen werden muß, daß Zimmermann die Fuhrwerkerei nicht als eigentlichen Beruf, sondern nur als Nebenbeschäftigung betreibt. Die kantonale Aufsichtsbehörde stützt sich dabei auf amtliche Zeugnisse des Betreibungsbeamten und des Gemeinderates von Wilters, denen sie vor den Angaben des Rekurrenten den Vorzug gab. Hierin liegt nichts Gesetzwidriges. Auch vermag das, was im Rekurse vorgebracht wird, die Feststellung der Vorinstanz nicht zu erschüttern. Der Rekurrent giebt ja zu, daß er zeitweise anderer Beschäftigung oblag, und die Bescheinigungen, die er beigebracht hat, beweisen durchaus nicht, daß er wirklich die Fuhrhalterei als Beruf betreibt. Daß ihm endlich vor Jahren Pferd und Wagen als Kompetenzstücke belassen worden sein mögen, ist schon deshalb unerheblich, weil sich seither die Verhältnisse sehr wohl geändert haben können.

Demnach hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer erkannt:

Der Rekurs wird abgewiesen.

141. Arrêt du 5 novembre 1898, dans la cause Mugnier.

Déni de justice, commis par l'autorité cantonale de surveillance?  
Obligation d'entendre les deux parties?

I. — Sur réquisition d'Ignace Tom-Pouce, l'office des poursuites de Genève a opéré, en date du 30 juin 1898, une saisie sur le salaire de Joseph Mugnier. La quotité saisissable du salaire fut fixée par office à 25 fr. 60 par mois ( $\frac{1}{5}$ ).

Par décision du 2 août 1898, l'office réduisit la retenue mensuelle à 15 fr.

II. — Tom-Pouce ayant demandé à l'autorité genevoise de surveillance de maintenir la saisie à son taux primitif, l'autorité cantonale, par décision du 23 août 1898, admit ce recours en se fondant sur un rapport de l'office.

III. — Mugnier a conclu devant le Tribunal fédéral à l'annulation de cette décision. Il invoque l'art. 4 de la Constitution fédérale, l'art. 19, al. 2, LP. « et toutes les autres » dispositions légales concernant cette matière. »

Les arguments qu'il développe à l'appui de ses conclusions peuvent se résumer comme suit :

L'autorité cantonale a statué en se basant sur des indications fournies soit par l'office des poursuites, soit par Tom-Pouce. Mugnier n'a été appelé ni à se défendre, ni à présenter des observations. La procédure suivie par l'autorité cantonale crée une inégalité de traitement devant la loi et constitue un déni de justice. Elle est contraire à la loi genevoise d'application. Jusqu'ici l'autorité genevoise avait coutume d'aviser les parties et, en particulier, les défendeurs au recours.

Le recourant n'a connu le prononcé de l'autorité cantonale que par un communiqué de l'office. Cet avis ne lui indiquait que le dispositif de la décision prise. N'ayant pas été partie au débat, il n'a pas obtenu de copie de la décision entière.

Le greffe de la Cour de Justice de Genève a déclaré au recourant que l'ordonnance du Conseil fédéral du 24 décembre 1892 (*F. f.* 1892, page 1074) avait été abrogée ou était tombée en désuétude depuis la création de la Chambre des poursuites du Tribunal fédéral. Selon cette ordonnance, le recours interjeté auprès de l'autorité fédérale de surveillance devait être adressé à l'autorité cantonale de surveillance, qui le transmettrait à qui de droit avec les pièces. La dite ordonnance prescrivait en outre à son art. 4 des mesures qui n'ont pas été prises. Le greffe de la Cour de Justice a fait savoir à Mugnier que les recours doivent être adressés directement au Tribunal fédéral et qu'en conséquence le greffe ne les recevait plus.

IV. — Dans sa réponse, l'autorité genevoise de surveillance a déclaré se référer aux motifs de son prononcé.

*Statuant sur ces faits et considérant en droit :*

1. — L'argumentation du recourant consiste essentiellement à dire que l'autorité genevoise de surveillance a commis

un déni de justice en omettant de provoquer les observations du débiteur saisi et en statuant d'après les seules données fournies par le créancier et par l'office.

En principe, il est certainement désirable que les autorités cantonales ne se bornent pas à entendre le recourant et l'office. L'audition de toutes les parties se justifie à plusieurs égards. Ainsi la mesure dont est recours peut n'avoir été précédée que d'un débat très sommaire. Elle sera souvent rendue sans que les parties eussent déposé des observations écrites dont l'autorité de surveillance puisse prendre connaissance. D'ailleurs, aux termes des art. 17 et 18 LP., il peut être porté plainte auprès des autorités cantonales de surveillance non seulement lorsqu'une mesure de l'office est contraire à la loi, mais aussi lorsqu'elle ne paraît pas justifiée en fait, et, tant que l'état de fait n'est pas définitivement fixé, il est à souhaiter que les autorités cantonales de surveillance — surtout lorsqu'elles statuent, comme l'autorité genevoise, en qualité d'unique instance cantonale de recours — mettent les parties en mesure de produire librement leurs allégués et de discuter librement les allégués de leurs adversaires.

Mais, bien qu'il soit désirable que toutes les parties soient entendues par les autorités cantonales, la loi fédérale n'impose pas expressément à ces autorités l'obligation de les entendre. Le recourant n'a pas non plus démontré que cette obligation résultât implicitement d'une disposition légale. L'analogie de la procédure prescrite à l'autorité fédérale de surveillance est même contraire à la thèse du recours, puisque la loi fédérale du 28 juin 1895 transférant au Tribunal fédéral la haute surveillance en matière de poursuite déclare applicable l'art. 184 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale avec cette réserve que la Chambre des poursuites du Tribunal fédéral « apprécie librement s'il y a lieu de provoquer des » justifications et des réponses. »

Les autorités cantonales n'étant pas positivement astreintes à entendre toutes les parties, on ne saurait prétendre que l'autorité genevoise ait commis un déni de justice en ne pro-

voquant pas une réponse de Mugnier au recours de Tom-Pouce.

2. — Quant aux autres griefs que le recourant développe dans son mémoire, ils sont dépourvus de toute portée. Le Tribunal fédéral n'a, en particulier, pas à rechercher si le prononcé attaqué est contraire à la loi genevoise d'application de la loi fédérale sur la poursuite, puisque les seules décisions qui puissent faire l'objet d'une plainte à l'autorité fédérale de surveillance sont les décisions rendues contrairement à la loi fédérale sur la poursuite (art. 19 LP.). D'autre part les renseignements que le recourant dit avoir reçus du Greffe de la Cour de Justice touchant l'application de l'ordonnance du Conseil fédéral du 24 décembre 1892 ne constituent qu'un simple avis et ne peuvent, à supposer même qu'ils fussent inexacts, être assimilés à un déni de justice au sens de l'art. 19, al. 2, LP.

Par ces motifs,

La Chambre des poursuites et des faillites  
prononce :

Le recours est écarté.

142. Entscheid vom 11. November 1898 in Sachen  
Thomas und Krannig.

Art. 237 Abs. 2 Betr.-Ges. Firma als Konkursverwaltung unstatthaft.

Im Konkurse des Josef Kitz in Basel wurde von der Gläubigerversammlung die Firma Thomas und Krannig in Zürich als besondere Konkursverwaltung bestellt. Auf Beschwerde des Gemeinschuldners hin erklärte jedoch die Basler Aufsichtsbehörde unterm 15. Oktober die Berufung einer Firma zur Konkursverwaltung als unzulässig und wies das Konkursamt an, eine neue Gläubigerversammlung zu veranstalten. Hiegegen rekurriert die genannte Firma an das Bundesgericht, indem sie unter Hervorhebung des Umstandes, daß die Firma als Gläubigerin im

Konkurse Kitz interessiert sei, um Abänderung des angefochtenen Entscheides nachsucht.

Die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer zieht  
in Erwägung :

Nach Art. 237 Abs. 2 des Betreibungsgesetzes entscheidet die Gläubigerversammlung darüber, ob sie das Konkursamt, oder eine oder mehrere von ihr zu wählende Personen als Konkursverwaltung einsetzen wolle. Der Gesetzgeber hatte dabei offenbar eine oder mehrere Einzelpersonen im Auge, nicht auch Firmen, die sehr oft nicht nur aus einer Person bestehen, sondern einen Personenverband mit oder ohne juristische Selbständigkeit repräsentieren. Aber nicht nur der Wortlaut des Gesetzes spricht gegen die Annahme, daß zur Konkursverwaltung auch eine Firma berufen werden könne, sondern ebenso die Aufgabe, die die Konkursverwaltung zu erfüllen hat, und die Art, wie ihre Stellung sonst im Gesetze normiert ist. Es sind amtliche Funktionen, die die Konkursverwaltung zu erfüllen hat, Funktionen, welche nicht zu den Geschäften gehören, die von Firmainhabern als solchen besorgt zu werden pflegen. Die besondern Konkursverwaltungen sind denn auch hinsichtlich ihrer allgemeinen Pflichten und hinsichtlich der Verantwortlichkeit und der Beschwerdeführung den Konkursämtern gleichgestellt (Art. 241 des Betreibungsgesetzes). Wie aber das Konkursamt, bezw. die einzelnen Stellen, aus denen es sich nach der kantonalen Organisation zusammensetzt, nur mit Einzelpersonen besetzt werden können, so muß dies auch für die besondern Konkursverwaltungen zutreffen, denen die gleichen Funktionen übertragen sind und die im allgemeinen in gleicher rechtlicher Stellung Dritten und den Aufsichtsorganen gegenüber sich befinden. Es sind deshalb in die besondern Konkursverwaltungen nur Einzelpersonen, nicht aber Geschäftsfirmen wählbar.

Demnach hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer  
erkannt :

Der Rekurs wird abgewiesen.